

N° 5074

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2002-2003

PROPOSITION DE LOI

- relative à l'organisation d'une formation et d'un examen en matière de secourisme
- complétant la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques

* * *

(Dépôt, M. Nicolas Strotz: le 18.12.2002)

SOMMAIRE:

	<i>page</i>
1) Exposé des motifs	1
2) Texte de la proposition de loi	2
3) Commentaire des articles	3

*

EXPOSE DES MOTIFS

D'après le rapport d'activité 2001 publié par le Ministère des Transports, le bilan des accidents de la circulation au 31 décembre 2001 se présente comme suit:

- 8.190 accidents recensés au total;
- 793 accidents corporels, dont 64 accidents mortels;
- 69 tués (décédés dans les 30 jours après l'accident);
- 1.185 blessés, dont 328 blessés graves (hospitalisés pendant au moins 24 heures) et 857 blessés légers (ne nécessitant des soins sur place ou une hospitalisation de moins de 24 heures).

Cela permet de constater que:

- 8.190 accidents équivalent à 22,4 accidents/jour;
- 1.185 blessés représentent un blessé toutes les 7 heures;
- 69 tués signifient qu'en moyenne tous les 5 jours une personne a perdu sa vie sur les routes luxembourgeoises.

En cas d'accident de la circulation, le sauvetage des personnes blessées nécessite une intervention rapide des secours sur les lieux de l'accident. Les premières minutes après un accident sont incontestablement les plus décisives et conditionnent le succès de l'opération de sauvetage. Cependant, les secours spécialisés, comme par exemple la Protection civile, le Samu et les sapeurs pompiers professionnels ou volontaires, mettent toujours un laps de temps incompressible pour se rendre sur les lieux.

Dès lors, les conducteurs de véhicules qui sont présents sur les lieux de l'accident ou qui y arrivent doivent réagir dans l'attente de l'arrivée des services de secours spécialisés. Les blessures qui nécessitent une intervention très rapide constituent essentiellement l'asphyxie et l'hémorragie externe abondante. Outre l'alerte des secours et le balisage des lieux de l'accident, les gestes de sauvetage les plus urgents sont essentiellement les suivants: placer le blessé en position latérale de sécurité et d'attente, traiter un arrêt respiratoire et arrêter une hémorragie. Si un de ces gestes n'est pas effectué immédiatement, respectivement est mal exécuté, le décès du blessé est quasiment inévitable.

A l'heure actuelle, les conditions d'apprentissage et d'obtention du permis de conduire sont principalement déterminées par les articles 78 et suivants de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques. D'après ce texte, les candidats désireux d'obtenir le permis de conduire doivent se soumettre à un examen médical, à une épreuve théorique et à une épreuve pratique.

Aucun texte légal ou réglementaire n'impose aux futurs détenteurs d'un permis de conduire la participation à une formation en matière de secourisme. De surcroît, il convient de rappeler que le taux de participation à une telle formation sur une base volontaire est relativement faible. Il paraît incontestable que les personnes ne disposant pas d'une formation en matière de secourisme sont incapables de prodiguer les soins de premiers secours indispensables à la survie des accidentés.

En Suisse, la fréquentation d'un cours de secourisme est obligatoire pour obtenir un permis de conduire. Vu le nombre élevé des accidents de circulation sur les routes luxembourgeoises, le Grand-Duché ne saurait attendre une hypothétique réglementation au niveau de l'Union européenne. Dès lors, il convient d'intégrer le concept du secourisme dans l'arsenal législatif luxembourgeois et plus particulièrement dans la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques.

L'auteur de la proposition de loi est d'avis qu'une telle mesure contribuera à sauvegarder des vies humaines en cas d'accident de la circulation. Par ailleurs, la présente proposition de loi dépasse le cadre des seuls accidents de la circulation. En effet, celle-ci aura également un impact positif sur bien d'autres domaines.

La présente proposition de la loi comporte deux volets qui sont intimement liés. En premier lieu, chaque candidat à un permis de conduire devra suivre une formation de secourisme sanctionnée par un examen. De surcroît, chaque détenteur d'un permis de conduire devra participer à des cours de secourisme dans des intervalles de temps réguliers. Une dispense de ces obligations sera possible dans des circonstances exceptionnelles. En deuxième lieu, chaque véhicule devra être équipé d'un coffret composé du matériel nécessaire pour prodiguer les premiers secours ainsi que d'un équipement permettant de signaler le lieu de l'accident.

*

TEXTE DE LA PROPOSITION DE LOI

Art. 1er.— La présente loi a pour objet de compléter la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques, ci-après la loi.

Art. 2.— Il est ajouté à la loi un article 4bis avec la teneur suivante:

„1. En vue de l'obtention des permis de conduire de toutes les catégories et sans préjudice des autres obligations prévues par les lois et règlements, le candidat doit se soumettre à un examen de secourisme;

2. Le candidat doit suivre un enseignement théorique et pratique de secourisme qui porte notamment sur les soins de premiers secours en cas d'accident de la circulation. L'enseignement est sanctionné par un examen de secourisme.

3. Au moment de la demande en obtention d'un permis de conduire, le candidat doit produire un certificat attestant de l'inscription dans un cours de secourisme. La date d'émission du certificat ne doit pas remonter à plus de 3 ans de la date du dépôt de la demande. Le candidat ne peut s'inscrire à l'examen pratique que s'il a accompli avec succès l'examen de secourisme.

4. L'intéressé doit fréquenter tous les six ans un cours de recyclage en matière de secourisme.

5. Les associations de secourisme agréées organisent les cours et l'examen de secourisme visés par le présent article.

6. Sur demande et en cas de circonstances exceptionnelles dûment motivées, le Ministre des Transports ou son délégué peut accorder une dispense totale ou partielle des obligations prévues par le présent article.

7. La participation aux cours et à l'examen de secourisme visés par le présent article est gratuite. Les frais y engendrés sont intégralement à charge du budget de l'Etat.

8. Un règlement grand-ducal détermine les matières suivantes:

- a. le contenu et les modalités de l'enseignement et de l'examen de secourisme;*
- b. le contenu et les modalités du cours de recyclage;*
- c. les modalités de la dispense.*

Art. 3.– Il est ajouté à la loi un article 4ter avec la teneur suivante:

„1. Chaque véhicule visé par la présente loi doit être équipé du matériel nécessaire pour signaler le lieu de l'accident et pour fournir les soins de premiers secours.

2. Un règlement grand-ducal spécifie le matériel visé par le présent article.“

Art. 4.– Il est ajouté un article 4quater avec la teneur suivante:

„1. Les articles 4bis et 4ter entrent en vigueur le 1er janvier 2004.

2. Les personnes ayant déposé leur demande en obtention d'un permis de conduire avant le 1er janvier 2004 ne tombent pas sous le champ d'application de l'article 4bis.“

*

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article 1er

Afin d'éviter des répétitions inutiles, il est précisé que l'intégralité des ajouts proposés se réfère à la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques.

Article 2

Paragraphes 1 et 2

Les textes actuellement en vigueur subordonnent l'octroi d'un permis de conduire à la réussite de trois examens, à savoir un examen médical, un examen théorique et un examen pratique.

L'alinéa 1er prévoit un examen supplémentaire qui sera obligatoire pour les permis de conduire de toutes les catégories. Le candidat devra suivre un enseignement théorique et pratique de secourisme qui sera axé notamment sur les soins de premiers secours en cas d'accident de la circulation.

Paragraphe 3

Ce paragraphe prévoit que l'intéressé devra produire à l'appui de la demande en obtention d'un permis de conduire un certificat d'inscription dans un cours de secourisme. L'ancienneté de ce certificat ne devra pas remonter à plus de trois ans.

Outre le certificat d'inscription dans un cours de secourisme, le candidat devra appuyer sa demande en obtention du permis de conduire par les indications et pièces prévues par l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 précité.

Le candidat ne pourra s'inscrire à l'examen pratique du permis de conduire que s'il a réussi l'examen de secourisme. Ceci se justifie par le fait que le candidat pourra éventuellement être confronté au moment de l'examen pratique à un accident de la circulation et donc à une situation, où il serait obligé de prodiguer des soins à une personne blessée.

Paragraphe 4

Ce paragraphe rend obligatoire tous les six ans la fréquentation d'un cours de recyclage en matière de secourisme.

Les connaissances en matière de secourisme sont susceptibles de s'estomper au fil des années. Ceci est surtout vrai dans l'hypothèse où il n'est pas pratiqué activement. Il est dès lors utile de mettre à jour

les connaissances dans cette matière, et ce dans des intervalles de temps réguliers et suffisamment rapprochés.

Paragraphe 5

Ce paragraphe prévoit que les associations de secourisme agréées organiseront les différents cours de recyclage, c'est-à-dire les cours initiaux et les cours de recyclage.

Au vu de leur compétence et expérience, dans le domaine des soins de premiers secours, les associations de secours agréées offrent les meilleures garanties pour assurer une formation de qualité dans cette matière.

Paragraphe 6

Ce paragraphe confère au Ministre des Transports le pouvoir d'accorder une dispense totale ou partielle des obligations prévues par le présent article. Une telle dispense sera soumise à une demande préalable de la part de l'intéressé et à des circonstances exceptionnelles.

Indépendamment des cours de secourisme dispensés dans le cadre de la formation en vue de l'obtention d'un permis de conduire, un certain nombre de personnes disposent des connaissances et d'une expérience en matière de secourisme. Il s'agit surtout des membres des professions médicales ou paramédicales et des membres actifs des associations de secours. Ce sont notamment ces personnes qui pourront bénéficier, le cas échéant, d'une dispense.

Paragraphe 7

Ce paragraphe prévoit que la participation aux cours et à l'examen de secourisme sera gratuite pour les personnes intéressées. Les frais engendrés par les cours et l'examen seront intégralement à charge du budget de l'Etat.

Cette proposition est essentiellement motivée par des considérations d'ordre éthique. Une formation en secourisme permet de sauvegarder des vies humaines de sorte qu'elle répond à un motif d'intérêt général. Voilà pourquoi, il convient d'éviter que l'obligation de fréquenter des cours de secourisme entraîne une hausse du coût du permis de conduire et partant un engagement financier supplémentaire à supporter par les candidats au permis de conduire.

Paragraphe 8

Ce paragraphe prévoit que les modalités d'application du présent article devront être fixées par voie de règlement grand-ducal.

Article 3

Cet article prévoit que tout véhicule devra être équipé d'un matériel pour signaler le lieu de l'accident. L'objectif est de sécuriser le lieu de l'accident.

En outre, tout véhicule devra être équipé du matériel nécessaire pour prodiguer les premiers soins. Ceci se justifie par le fait qu'une formation en matière de secourisme risque de s'avérer inefficace si le conducteur ne dispose pas du matériel nécessaire pour dispenser les soins de premiers secours à la personne blessée.

Un règlement grand-ducal précisera et spécifiera le matériel visé par le présent article.

Article 4

Cet article fixe l'entrée en vigueur de la présente loi au 1er janvier 2004 et comporte une disposition transitoire.

Cette date d'entrée en vigueur se justifie par le fait que l'administration ainsi que les associations de secours en charge de la formation devront disposer d'un temps suffisant afin de mettre en oeuvre le dispositif législatif.

Les personnes qui déposeront leur demande en obtention du permis de conduire à partir du 1er janvier 2004 devront accomplir avec succès un examen de secourisme. Il convient de rappeler que, conformément à l'article 78 de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 précité, le candidat n'est autorisé à „remettre sa demande au plus tôt 6 mois avant la date où il aura atteint l'âge minimum requis

en vertu de l'article 73 pour conduire les véhicules correspondant à la catégorie de permis de conduire sollicitée“.

Luxembourg, le 18 décembre 2002

L'auteur de la proposition de loi,

Nicolas STROTZ

Député

